Reitmans
(CANADA) LIMITÉE

Rapport intermédiaire

Pour le trimestre clos le 28 avril 2012

À nos actionnaires

Reitmans est le chef de file des détaillants spécialisés au Canada. Notre objectif est simple, offrir à notre clientèle un service dédié, axé sur la valeur et l'excellence. En encourageant l'innovation, la croissance, le progrès et le travail d'équipe, nous cherchons à offrir à notre clientèle ce qu'il y a de mieux sur le marché en termes de qualité et de valeur.

Les ventes du premier trimestre clos le 28 avril 2012 ont diminué de 1 %, pour s'établir à 217 094 000 $, contre 219 296 000 $ pour le premier trimestre clos le 30 avril 2011. Les ventes des magasins comparables[1] ont régressé de 0,7 %. Une baisse des ventes a été enregistrée au premier trimestre clos le 28 avril 2012 en raison de l'environnement instable pour la vente au détail, marqué par l'intensification des activités promotionnelles. Le recul des ventes s'explique également par la hausse des prix de l'essence et des prix des aliments qui a réduit le revenu disponible des consommateurs pour l'achat de vêtements. La marge brute de la société a reculé, passant de 65,8 % au premier trimestre clos le 30 avril 2011 à 64,6 % au premier trimestre clos le 28 avril 2012. Cette baisse s'explique essentiellement par les fluctuations du dollar américain. Au cours du premier trimestre clos le 28 avril 2012, le BAIIA[1] ajusté a régressé de 1 829 000 $, ou 12,7 %, pour s'établir à 12 540 000 $, en regard de 14 369 000 $ pour le premier trimestre clos le 30 avril 2011. La société a comptabilisé une perte nette de 53 000 $ pour le premier trimestre clos le 28 avril 2012 (perte diluée par action de 0,00 $) comparativement à un bénéfice net de 624 000 $ (bénéfice dilué par action de 0,01 $) au premier trimestre clos le 30 avril 2011.

Au cours du trimestre, la société a ouvert 16 nouveaux magasins, dont 4 Reitmans, 4 Smart Set, 1 RW & CO., 1 Thyme Maternité, 5 Penningtons et 1 Addition Elle et en a fermé 33, dont 2 Reitmans, 1 Smart Set, 1 RW & CO., 3 Thyme Maternité, 3 Penningtons, 3 Addition Elle et 20 Cassis. Ainsi, au 28 avril 2012, la société comptait 925 magasins en exploitation, soit 364 Reitmans, 153 Smart Set, 66 RW & CO., 74 Thyme Maternité, 154 Penningtons et 114 Addition Elle, comparativement à un total de 965 magasins au 30 avril 2011.

Les ventes du mois de mai (soit la période de quatre semaines close le 26 mai 2012) ont reculé de 1,7 %, les ventes des magasins comparables[1] ayant affiché une augmentation de 0,8 %.

Lors de l'assemblée du conseil d'administration tenue le 29 mai 2012, un dividende trimestriel en trésorerie (constituant les dividendes admissibles) de 0,20 $ par action a été déclaré pour la totalité des actions de catégorie A sans droit de vote et des actions ordinaires en circulation de la société. Le dividende est payable le 26 juillet 2012 aux actionnaires inscrits aux registres le 12 juillet 2012.

Au nom du conseil d'administration,

(signé)

Jeremy H. Reitman
Président du conseil et chef de la direction

Montréal, le 29 mai 2012

Faits saillants

Ventes	217 094 000 $	- 1,0 %
BAIIA ajusté[1]	12 540 000 $	- 12,7 %
Perte avant impôt	(210 000) $	- 124,2 %
Perte nette	(53 000) $	- 108,5 %
Bénéfice par action[2]	0,00 $	- 100,0 %
Trésorerie et placements	209 508 000 $	- 15,5 %
Magasins	925	- 4,1 %

[1] Les présents faits saillants font référence au BAIIA ajusté, mesure financière non conforme aux PCGR qui se définit en tant que bénéfice avant impôt sur le résultat, les produits de dividendes, les produits d'intérêts, le profit réalisé à la sortie d'actifs financiers disponibles à la vente, les pertes de valeur sur des actifs financiers disponibles à la vente, les charges d'intérêts et les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles ainsi que les pertes nettes de valeur liées aux immobilisations corporelles. La société présente également les ventes des magasins comparables, qui constituent les ventes générées par des magasins ouverts depuis au moins un an. La société est d'avis que ces mesures fournissent des renseignements importants sur sa performance ainsi que sur ses résultats opérationnels. Toutefois, les lecteurs sont avisés qu'une telle mesure financière non conforme aux PCGR n'a pas de définition normalisée aux termes des IFRS et peut ne pas être comparable à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Par conséquent, elle ne devrait pas être considérée isolément.

[2] Bénéfice par action après dilution.

Rapport de gestion

Rapport de gestion sur la situation financière et les résultats opérationnels

Pour le trimestre clos le 28 avril 2012

Le présent rapport de gestion sur la situation financière et les résultats opérationnels (le « rapport de gestion ») de Reitmans (Canada) Limitée (« Reitmans » ou la « société ») doit être lu à la lumière des états financiers intermédiaires résumés non audités de Reitmans au 28 avril 2012 et pour le trimestre clos à cette date et les états financiers annuels audités pour l'exercice clos le 28 janvier 2012, ainsi que des notes y afférentes, lesquels sont disponibles sur le site www.sedar.com. Le présent rapport de gestion est daté du 29 mai 2012.

Tous les renseignements financiers contenus dans le présent rapport de gestion et dans les états financiers intermédiaires résumés non audités de Reitmans ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Sauf indication contraire, tous les montants qui figurent dans le présent rapport sont libellés en dollars canadiens. Les états financiers intermédiaires résumés non audités et le présent rapport de gestion ont été examinés par le comité d'audit de Reitmans et ont reçu l'approbation du conseil d'administration de la société le 29 mai 2012.

Des renseignements supplémentaires sur Reitmans sont disponibles sur le site Web de la société, à l'adresse www.reitmans.ca, ou sur le site de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

À l'exception des déclarations de fait, lesquelles sont vérifiables indépendamment à la date des présentes, toutes les déclarations contenues dans le présent rapport sont prospectives. Toutes les déclarations, formulées d'après les attentes actuelles de la direction, comportent de nombreux risques et incertitudes, connus ou non, dont un nombre important est indépendant de la volonté de la société. Parmi ces risques, citons, sans limitation : l'impact de la conjoncture économique en général, la conjoncture générale de l'industrie de vente au détail, la saisonnalité, les conditions météorologiques et les autres risques qui sont inclus dans les documents publics de la société. En conséquence, les résultats réels futurs peuvent s'avérer considérablement différents des résultats prévus contenus dans les déclarations prospectives. Les lecteurs sont avisés de ne pas accorder une confiance exagérée aux déclarations prospectives ci-incluses. Ces déclarations traitent seulement de la situation à la date où elles ont été exprimées et la société n'a aucune obligation et nie toute intention de mettre à jour ou de revoir de telles déclarations à la suite d'un quelconque événement, circonstance ou autre, sauf si les lois sur les valeurs mobilières qui s'appliquent l'y obligent.

MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR

En plus de traiter du bénéfice conformément aux IFRS, le présent rapport de gestion contient des références au BAIIA ajusté, à titre de mesure du résultat supplémentaire, laquelle se définit en tant que bénéfice avant impôt sur le résultat, les produits de dividendes, les produits d'intérêts, le profit réalisé à la sortie d'actifs financiers disponibles à la vente, les pertes de valeur sur des actifs financiers disponibles à la vente, les charges d'intérêts et les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles ainsi que les pertes nettes de valeur liées aux immobilisations corporelles. La société présente également les ventes des magasins comparables, qui constituent les ventes générées par des magasins ouverts depuis au moins un an. La société est d'avis que ces mesures fournissent des renseignements importants sur sa performance ainsi que sur ses résultats opérationnels. Toutefois, les lecteurs sont avisés que ces mesures financières non conformes aux PCGR n'ont pas de définition normalisée aux termes des IFRS et peuvent ne pas être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Par conséquent, elles ne devraient pas être considérées isolément.

RAPPORT

Le tableau qui suit présente le rapprochement du BAIIA ajusté (à la perte) au bénéfice avant impôt sur le résultat pour les trimestres clos le 28 avril 2012 et le 30 avril 2011.

(non audité)	Pour les trimestres clos les 28 avril 2012	30 avril 2011
(Perte) bénéfice avant impôt sur le résultat	**(210 000) $**	869 000 $
Produits de dividendes	**(874 000)**	(880 000)
Produits d'intérêts	**(330 000)**	(284 000)
Charges d'intérêts	**157 000**	179 000
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	**13 797 000**	14 485 000
BAIIA ajusté	**12 540 000 $**	14 369 000 $

APERÇU DE LA SOCIÉTÉ

Reitmans est un détaillant canadien spécialisé dans les vêtements pour dames. La société détient six bannières : Reitmans, Smart Set, RW & CO., Thyme Maternité, Penningtons et Addition Elle. Chaque bannière vise un créneau précis du marché de détail et possède un programme de marketing qui lui est propre, de même qu'un site Web distinct. Ainsi, la société peut continuer d'améliorer ses marques et d'assurer une fidélisation accrue de sa clientèle. La société a plusieurs concurrents dans chacun de ces divers créneaux, y compris des chaînes de magasins spécialisées locales, régionales et nationales, des grands magasins ainsi que des concurrents étrangers. La société exploite des magasins partout au Canada, dans les galeries marchandes, les mégacentres commerciaux et les centres commerciaux linéaires de même que sur les grandes artères commerciales. La société veille à l'amélioration constante de tous ses secteurs d'activité en investissant dans les magasins, la technologie et son personnel. La société continue d'offrir aux consommateurs canadiens des vêtements et des accessoires de mode à prix abordables offrant le meilleur rapport qualité-prix.

La société exploite un site Web de commerce électronique de marchandises pour sa bannière Reitmans et ses bannières taille plus (Penningtons et Addition Elle) et continue de mettre au point une infrastructure qui lui permettra de mettre en ligne des sites de commerce électronique pour les autres bannières. Ces canaux de vente en ligne offrent la commodité, la sélection et la facilité d'achat tout en accroissant la fidélisation de la clientèle et la notoriété des marques.

En plus des magasins de vente au détail individuels, la société exploite 10 boutiques Thyme Maternité dans des magasins Babies"R"Us du Canada. Les clientes de cette bannière ont également accès au site de commerce électronique de Thyme Maternité via le site Web de Babies"R"Us. Ces nouveaux canaux de vente au détail offrent aux clientes de Thyme Maternité la commodité et la facilité d'achat dans des surfaces allant de 300 à 500 pieds carrés, ainsi que la possibilité d'accéder par internet à la marchandise de Thyme Maternité.

BANNIÈRES

	Nombre de magasins au 28 janvier 2012	Ouvertures au T1	Fermetures au T1	Nombre de magasins au 28 avril 2012
Reitmans	362	4	2	364
Smart Set	150	4	1	153
RW & CO.	66	1	1	66
Thyme Maternité [1]	76	1	3	74
Penningtons	152	5	3	154
Addition Elle	116	1	3	114
Cassis	20	–	20	–
Total	**942**	**16**	**33**	**925**

[1] Compte non tenu des 10 boutiques situées dans des magasins Babies"R"Us.

Diverses raisons motivent la fermeture de magasins étant donné que la viabilité de chacun d'eux et leur emplacement sont constamment surveillés et évalués pour assurer une rentabilité soutenue. Dans la plupart des cas, lorsqu'un magasin est fermé, les marchandises de ce magasin sont vendues dans le cours normal des activités, et les marchandises invendues à la date de fermeture sont habituellement transférées à d'autres magasins exploitant la même bannière en vue de les vendre dans le cours normal des activités.

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS DU TRIMESTRE CLOS LE 28 AVRIL 2012 (LE « PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2013 ») ET COMPARAISON AVEC LES RÉSULTATS OPÉRATIONNELS DU TRIMESTRE CLOS LE 30 AVRIL 2011 (LE « PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2012 »)

Les ventes du premier trimestre de l'exercice 2013 ont diminué de 1 %, pour s'établir à 217 094 000 $, contre 219 296 000 $ pour le premier trimestre de l'exercice 2012. Les ventes des magasins comparables ont pour leur part régressé de 0,7 %. Une baisse des ventes a été enregistrée au premier trimestre clos le 28 avril 2012 en raison de l'environnement instable pour la vente au détail, marqué par l'intensification des activités promotionnelles. Le recul des ventes s'explique également par la hausse des prix de l'essence et des prix des aliments qui a réduit le revenu disponible des consommateurs pour l'achat de vêtements.

La marge brute du premier trimestre de l'exercice 2013 a reculé de 2,8 % pour s'établir à 140 316 000 $, contre 144 355 000 $ pour premier trimestre de l'exercice 2012. La marge brute de 64,6 % de la société pour le premier trimestre de l'exercice 2013 est en baisse par rapport à celle de 65,8 % pour le premier trimestre de l'exercice 2012, en raison surtout des fluctuations du dollar américain. Pour le premier trimestre de l'exercice 2013, le BAIIA ajusté a fléchi de 1 829 000 $, ou 12,7 %, pour s'établir à 12 540 000 $, comparativement à 14 369 000 $ pour le premier trimestre de l'exercice 2012.

Les frais de vente et de distribution pour le premier trimestre de l'exercice 2013 ont augmenté de 0,2 %, ou 243 000 $, pour s'établir à 129 468 000 $, comparativement à des frais de 129 225 000 $ comptabilisés au cours du premier trimestre de l'exercice 2012.

Les charges administratives du premier trimestre de l'exercice 2013 ont grimpé de 8,4 %, ou 846 000 $, pour s'établir à 10 958 000 $, en regard de 10 112 000 $ pour la période comparable un an plus tôt. Cette hausse est essentiellement attribuable à l'incidence positive au cours du premier trimestre de l'exercice précédent des remboursements rétroactifs au titre des indemnités-accidents du travail.

La charge d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles, comprise dans les frais de vente et de distribution et les charges administratives, pour le premier trimestre de l'exercice 2013 s'est élevée à 13 797 000 $, contre 14 485 000 $ pour le premier trimestre de l'exercice 2012. Le montant pour le premier trimestre de l'exercice 2013 comprend 340 000 $ au titre de radiations liées à la fermeture et à la rénovation de magasins (714 000 $ pour le premier trimestre de l'exercice 2012).

Les produits financiers et les produits de dividendes pour le premier trimestre de l'exercice 2013 se sont établis respectivement à 1 204 000 $ et à 874 000 $ comparativement à 1 164 000 $ et à 880 000 $ pour le trimestre correspondant de l'exercice 2012. Les produits d'intérêts ont augmenté pour le premier trimestre de l'exercice 2013, s'établissant à 330 000 $, contre 284 000 $ au cours du premier trimestre de l'exercice 2012, en raison des taux d'intérêt accrus qui ont été gagnés sur les placements à court terme.

Les charges financières du premier trimestre de l'exercice 2013 se sont établies à 1 304 000 $ par rapport à 5 313 000 $ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Au cours du premier trimestre de l'exercice 2013, une perte de change de 1 061 000 $ a été comptabilisée (perte de 5 134 000 $ au 30 avril 2011), en raison principalement de l'incidence des variations du dollar américain par rapport au dollar canadien à l'égard des devises américaines que détient la société. La société a inscrit une charge de 86 000 $ au cours du premier trimestre de l'exercice 2013 (néant au 30 avril 2011) pour constater la variation nette de la juste valeur d'une série de contrats sur options en dollars américains qui ont été conclus aux fins de l'acquisition d'options d'achat et de la vente d'options de vente. Des charges d'intérêts sur la dette à long terme de 157 000 $ ont été comptabilisées pour le premier trimestre de l'exercice 2013, comparativement à 179 000 $ pour le trimestre correspondant de l'exercice 2012. Cette baisse s'explique essentiellement par le remboursement continu de l'emprunt hypothécaire visant le centre de distribution de la société.

Au premier trimestre de l'exercice 2013, la société a comptabilisé un recouvrement d'impôt sur le résultat s'élevant à 157 000 $ (taux d'impôt effectif de 74,8 %). Un recouvrement d'impôt sur le résultat de 102 000 $ attribuable à un ajustement au titre de l'impôt des exercices antérieurs a contribué à la hausse du taux d'impôt effectif. Compte non tenu de l'incidence de cet ajustement, le taux d'impôt effectif s'élevait à 26,2 %. Au premier trimestre de l'exercice 2012, la charge d'impôt sur le résultat se chiffrait à 245 000 $ (taux d'impôt effectif de 28,2 %). Les taux d'impôt effectifs de la société tiennent compte de l'incidence d'une réduction des taux d'impôt quasi adoptés dans les divers territoires fiscaux du Canada.

Au premier trimestre de l'exercice 2013, la société a comptabilisé une perte nette de 53 000 $ (perte diluée par action de 0,00 $) en regard d'un bénéfice net de 624 000 $ (bénéfice dilué par action de 0,01 $) au premier trimestre de l'exercice 2012.

La société importe la majeure partie de ses achats de marchandises de fournisseurs étrangers, les délais d'approvisionnement pouvant parfois atteindre huit mois. Pour le premier trimestre de l'exercice 2013, ces achats, payables en dollars américains, se sont élevés à environ 64 000 000 $ US. La société envisage diverses stratégies pour gérer le coût de ses engagements continus en dollars américains, y compris des achats au prix au comptant et des contrats d'option sur devises assortis d'échéances d'au plus six mois. Au premier trimestre de l'exercice 2013, la société a satisfait à ses exigences en dollars américains au moyen d'une combinaison d'achats au comptant et de contrats d'options sur devises. La société a conclu auprès de sa banque des transactions aux termes desquelles elle a fait l'acquisition d'options d'achat et a vendu des options de vente, toutes en dollars américains. Les options d'achat acquises et les options de vente vendues échéant à la même date ont le même prix d'exercice. Le tableau qui suit présente en détail les contrats d'options sur devises en vigueur au 28 avril 2012 :

	Montant notionnel en $ US	Actif dérivé	Passif dérivé	Montant net
Options de vente vendues	18 000 000 $	74 000 $	– $	74 000 $
Options d'achat acquises	(42 000 000)	–	(914 000)	(914 000)
	(24 000 000) $	**74 000 $**	**(914 000) $**	**(840 000) $**

Aucun contrat d'option sur devises n'était en vigueur au 30 avril 2011.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Le tableau qui suit présente les principales données financières pour les huit trimestres les plus récents. Ces renseignements trimestriels non audités ont été préparés conformément aux IFRS.

	Ventes	Bénéfice net (perte nette)	Bénéfice par action De base	Bénéfice par action Dilué
28 avril 2012	217 094 000 $	(53 000) $	0,00 $	0,00 $
28 janvier 2012	259 954 000	4 674 000	0,07	0,07
29 octobre 2011	254 072 000	10 561 000	0,16	0,16
30 juillet 2011	286 075 000	31 680 000	0,48	0,48
30 avril 2011	219 296 000	624 000	0,01	0,01
29 janvier 2011	268 714 000	13 817 000	0,21	0,21
30 octobre 2010	262 515 000	20 692 000	0,31	0,31
31 juillet 2010	292 026 000	38 706 000	0,58	0,57

Le commerce de détail est saisonnier et les résultats opérationnels d'une période intermédiaire donnée ne sont pas nécessairement indicatifs des résultats opérationnels de l'exercice complet. Les résultats du premier trimestre de l'exercice 2013 ont été touchés de façon importante par la baisse de l'achalandage dans les centres commerciaux et par un environnement difficile dans le secteur du détail.

BILAN

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se sont chiffrés à 138 187 000 $ au 28 avril 2012 (176 871 000 $ au 30 avril 2011), en baisse de 29,8 % par rapport à ceux de 196 835 000 $ au 28 janvier 2012. La diminution de 58 648 000 $ de la trésorerie et des équivalents de trésorerie par rapport au 28 janvier 2012 s'explique surtout par le ralentissement des entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles causé par la baisse des ventes, l'augmentation des stocks pour le printemps et l'été et l'investissement continu dans les technologies de l'information et la rénovation des magasins au cours du premier trimestre de l'exercice 2013. Les titres négociables dont la valeur s'élevait à 71 321 000 $ au 28 avril 2012 sont restés sensiblement les mêmes qu'au 28 janvier 2012 et au 30 avril 2011, se chiffrant alors respectivement à 71 442 000 $ et à 70 979 000 $.

Les clients et autres débiteurs de la société se composent essentiellement des ventes par carte de crédit effectuées au cours des quelques derniers jours du trimestre. Au 28 avril 2012, les clients et autres débiteurs se chiffraient à 3 783 000 $ (4 214 000 $ au 30 avril 2011), en hausse de 750 000 $ par rapport à ceux du 28 janvier 2012. Cette augmentation est essentiellement attribuable à la montée des créances sur cartes de crédit. Au 28 avril 2012, les impôts sur le résultat recouvrables s'élevaient à 15 507 000 $ (4 735 000 $ au 28 janvier 2012 et 10 846 000 $ au 30 avril 2011), en raison de l'excédent des versements sur les passifs d'impôts estimés. Les stocks s'élevaient à 102 625 000 $ au 28 avril 2012 (99 066 000 $ au 30 avril 2011), soit 24 340 000 $ de plus qu'au 28 janvier 2012, en raison de l'augmentation planifiée des stocks en prévision des ventes du printemps et de l'été. Les charges payées d'avance, composées essentiellement de contrats d'assurance et d'entretien payés d'avance, d'impôts fonciers et de taxes d'affaires se chiffraient à 12 330 000 $ au 28 avril 2012 (12 715 000 $ au 30 avril 2011), soit 428 000 $ de plus qu'au 28 janvier 2012. Cette augmentation s'explique en grande partie par le calendrier de paiements des impôts fonciers et des taxes d'affaires.

La société a investi 20 245 000 $ en trésorerie au titre d'entrées d'immobilisations corporelles et incorporelles au cours du premier trimestre de l'exercice 2013. Son investissement consiste en 18 328 000 $ en coûts de construction et de rénovation de magasins et en 1 917 000 $, principalement en améliorations des logiciels et du matériel informatique du système de technologie de l'information. À l'heure actuelle, la société effectue une importante mise à niveau de ses systèmes de marchandisage et d'approvisionnement, lesquels sont essentiels à la stratégie de croissance de la société. Par ailleurs, les initiatives technologiques ainsi que les améliorations des systèmes de gestion des entrepôts contribueront, grâce à une meilleure intégration, aux changements et à la croissance dans tous les secteurs de la société, tout en permettant à cette dernière de réduire le coût global de l'entretien et des mises à niveau des systèmes. Le projet, dont la mise en œuvre s'échelonnera progressivement jusqu'à son achèvement pendant l'exercice 2014, devrait coûter environ 23 000 000 $.

Le total des fournisseurs et autres créditeurs s'établissait à 82 711 000 $ au 28 avril 2012 (78 333 000 $ au 30 avril 2011), soit 7 726 000 $ de plus qu'au 28 janvier 2012 en raison surtout des dettes fournisseurs à l'égard de l'accroissement des stocks au cours du trimestre. Les fournisseurs et autres créditeurs de la société se composent, dans une large mesure, de dettes fournisseurs, de créditeurs au titre des avantages du personnel, de créditeurs liés aux locaux et de passifs liés à la taxe de vente.

La société a conclu auprès de sa banque des opérations aux termes desquelles elle a acquis des options d'achat et a vendu des options de vente, toutes en dollars américains. Ces contrats d'options avaient une durée de six mois. Les options d'achat acquises et les options de vente vendues échéant à la même date ont le même prix d'exercice. La société a comptabilisé un passif financier dérivé net, relativement à une série de contrats d'options sur devises, de 840 000 $ au 28 avril 2012 (néant au 30 avril 2011) en regard de 754 000 $ au 28 janvier 2012.

Les produits différés se composent de cartes-cadeaux inutilisées et de points et primes de fidélisation accordés dans le cadre de programmes de fidélisation de la clientèle. Le produit est comptabilisé lorsque les cartes-cadeaux et les points et primes de fidélisation sont utilisés. Les produits différés s'élevaient à 13 557 000 $ au 28 avril 2012 (16 265 000 $ au 30 avril 2011), soit 8 721 000 $ de moins qu'au 28 janvier 2012, en raison surtout de l'émission avant Noël des cartes-cadeaux et des points et primes au titre du programme de fidélisation et de leur utilisation pendant le nouvel exercice.

Les réductions données aux locataires sont constatées à titre de crédits différés au titre des contrats de location et sont amorties en tant que réduction des frais de location sur la durée des contrats de location connexes. Au 28 avril 2012, les crédits différés au titre des contrats de location s'établissaient à 16 768 000 $ (18 112 000 $ au 30 avril 2011) par rapport à 17 317 000 $ au 28 janvier 2012.

La dette à long terme de la société consiste en un emprunt hypothécaire garanti par le centre de distribution de la société. Au 28 avril 2012, la dette à long terme se chiffrait à 9 688 000 $ (11 094 000 $ au 30 avril 2011) comparativement à 10 047 000 $ au 28 janvier 2012. Le recul de la dette à long terme est attribuable au remboursement continu de la créance hypothécaire.

Au 28 avril 2012, le passif au titre des retraites s'élevait à 15 044 000 $ (13 876 000 $ au 30 avril 2011), soit 167 000 $ de plus qu'au 28 janvier 2012, une hausse qui s'explique par une charge de retraite de 330 000 $ qui a été réduite par les cotisations aux régimes de retraite de 163 000 $ payées au cours du trimestre.

GESTION DES RISQUES OPÉRATIONNELS

Conjoncture économique

Dans son *Rapport sur la politique monétaire* d'avril 2012, la Banque du Canada a indiqué qu'en 2012, le niveau de confiance des consommateurs s'était amélioré plus rapidement que prévu. La société suit de près les conditions économiques afin de réagir aux habitudes de dépenses de consommation et aux contraintes connexes lorsqu'elle prend ses décisions relatives à ses activités à court terme et à long terme. En outre, la situation financière de la société est solide et celle-ci dispose de beaucoup de liquidités et de suffisamment de sources de crédit disponible pour répondre à ses besoins.

Concurrence

Le secteur canadien du vêtement est très concurrentiel et compte parmi ses joueurs de grands magasins, des chaînes de magasins spécialisées et des détaillants indépendants. Il n'existe pas de barrière efficace pour empêcher l'entrée sur le marché de détail canadien du vêtement d'un concurrent éventuel, qu'il soit étranger ou canadien, comme le prouve l'arrivée, au cours des dernières années, d'un certain nombre de concurrents étrangers et le nombre croissant de détaillants étrangers qui ont annoncé leur plan d'expansion de leurs activités au Canada. De même, les Canadiennes ont accès à de nombreux sites de magasinage en ligne à l'échelle internationale. La société estime qu'elle est bien placée pour concurrencer les autres détaillants. La société exploite plusieurs bannières, et les marchandises qu'elle offre sont diversifiées, puisque chaque bannière cible un créneau particulier du marché du vêtement pour dames au Canada. Les magasins de la société proposent aux consommateurs des vêtements mode à prix abordables d'un océan à l'autre.

Saisonnalité

La vente de vêtements pour dames constitue la principale activité de la société, activité qu'elle exerce à partir de 925 points de vente loués et exploités sous six bannières dans l'ensemble du Canada. Les activités de la société sont de nature saisonnière et elles sont assujetties à divers facteurs qui ont une incidence directe sur les ventes au détail de vêtements, facteurs sur lesquels la société n'a aucun contrôle, à savoir les conditions météorologiques, le degré de confiance des consommateurs, les changements dans les habitudes d'achat et la possibilité de changements rapides dans les tendances de la mode.

Distribution et chaîne d'approvisionnement

La société est tributaire de l'efficacité des activités de son seul et unique centre de distribution. Ainsi, toute perturbation majeure de l'activité du centre de distribution (par exemple, catastrophe naturelle, panne des systèmes et destruction ou dommages majeurs causés par un incendie) risque de retarder de façon importante ou d'empêcher le ravitaillement de ses magasins en temps opportun, ce qui pourrait entraîner des pertes de ventes futures qui risqueraient de diminuer considérablement les résultats opérationnels de la société.

Technologie de l'information

La société est tributaire de ses systèmes informatiques pour gérer ses activités, lesquels sont composés d'une gamme complète de systèmes financiers et de systèmes de ventes au détail, de marchandisage, de contrôle des stocks, de planification, de prévision, de préparation de rapports et de distribution. La société investit régulièrement dans la mise à niveau, l'amélioration, l'entretien et le remplacement de ces systèmes. À l'heure actuelle, la société effectue une mise à niveau de ses systèmes de marchandisage et d'approvisionnement et de gestion des entrepôts. Toute perturbation majeure de la performance de ces systèmes pourrait entraîner d'importantes répercussions négatives sur les activités et les résultats financiers de la société.

Réglementation gouvernementale

La direction estime que la société est dotée d'une structure des plus efficaces pour exercer ses activités partout au Canada. De ce fait, elle est assujettie à tous les changements importants et négatifs de la réglementation gouvernementale susceptibles de survenir dans une ou dans plusieurs de ces compétences territoriales, changements qui risqueraient d'avoir une incidence sur le résultat et les ventes, les taux d'impôt, les droits de douane, les quotas imposés ou rétablis et toutes autres questions légiférées ou réglementées par l'État.

Sources d'approvisionnement en marchandises

La quasi-totalité de la marchandise de la société est vendue sous sa marque maison. Sur une base annuelle, la société importe directement environ 80 % de sa marchandise, principalement de la Chine. Au cours du premier trimestre de l'exercice 2013, aucun fournisseur n'a représenté plus de 9 % des achats de la société (en dollars et (ou) en unités), et il existe une panoplie de sources (tant au pays qu'à l'étranger) pour presque toute la marchandise offerte. La société entretient de bonnes relations avec ses fournisseurs et elle n'a aucune raison de croire qu'elle est exposée à des risques importants qui l'empêcheraient de faire l'acquisition, la distribution et (ou) la vente de marchandises, et ce, sur une base permanente.

Les sommets atteints par les prix du coton pendant les années 2010 et 2011, un matériau important de la fabrication des vêtements, ainsi qu'une importante pénurie d'approvisionnement ont exercé une forte pression sur les marges de certains produits. Une baisse de la demande, jumelée à une hausse de la production, a entraîné une diminution marquée des prix du coton au cours des derniers mois. La société continue de surveiller de près les prix des marchandises dans l'optique de continuer d'établir ses prix en fonction de la valeur.

La société s'efforce d'être écoresponsable et est consciente que la pression concurrentielle à l'égard de la croissance économique et de l'efficience des coûts doit s'harmoniser avec une méthode éprouvée de gestion de la durabilité, y compris avec la gérance de l'environnement. La société a adopté des pratiques d'approvisionnement et d'autres pratiques commerciales qui répondent aux inquiétudes de ses clients en matière d'environnement. La société a instauré des principes directeurs selon lesquels elle doit respecter les lois et règlements touchant l'environnement. Bien que la société exige que ses fournisseurs se conforment à ces lignes directrices, rien ne garantit que ceux-ci n'agiront pas de façon à nuire à la réputation de la société, comme il s'agit de tiers indépendants sur lesquels la société n'exerce aucun contrôle. Cependant, en cas de défaut de conformité évident, la société pourrait être appelée à chercher de nouveaux fournisseurs, ce qui pourrait avoir des répercussions négatives sur ses résultats financiers en raison d'une augmentation des coûts ou de retards de livraison éventuels.

GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Les politiques de gestion des risques de la société sont établies de manière à permettre l'identification et l'analyse des risques auxquels la société est exposée, la conception de structures appropriées visant à limiter et à contrôler les risques, ainsi que la surveillance des risques et le respect de ces limites. Les politiques et les systèmes de gestion des risques sont régulièrement passés en revue afin que soient prises en compte l'évolution des conditions du marché et les activités de la société. Les risques auxquels a été exposée la société pendant le trimestre clos le 28 avril 2012 sont restés sensiblement les mêmes que ceux décrits dans les états financiers annuels audités de la société pour l'exercice clos le 28 janvier 2012.

LIQUIDITÉS, FLUX DE TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL

Au 28 avril 2012, les capitaux propres s'élevaient à 479 675 000 $, ou 7,31 $ par action (502 374 000 $, ou 7,56 $ par action au 30 avril 2011 et 492 852 000 $, ou 7,51 $ par action au 28 janvier 2012). La société continue à jouir d'une solide situation financière. Les principales sources de liquidités de la société sont constituées de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des placements dans des titres négociables totalisant 209 508 000 $ (247 850 000 $ au 30 avril 2011 et 268 277 000 $ au 28 janvier 2012). La trésorerie est investie de façon prudente dans des dépôts à court terme auprès de grandes institutions financières canadiennes et dans du papier commercial assorti d'une cote d'au moins R1. La société surveille de près le risque auquel l'exposent ses placements de liquidités à court terme. La société dispose de facilités de crédit d'emprunt et de fonds de roulement non garanties disponibles d'au plus 125 000 000 $, ou son équivalent en dollars américains. Au 28 avril 2012, une tranche de 43 158 000 $ (58 149 000 $ au 30 avril 2011 et 52 187 000 $ au 28 janvier 2012) des lignes de crédit opérationnelles était engagée pour des lettres de crédit documentaires et des lettres de crédit de soutien. Ces facilités de crédit sont utilisées principalement pour des lettres de crédit en dollars américains, émises à l'intention de tiers vendeurs étrangers qui exigent un tel aval avant de confirmer les commandes d'achat passées par la société. Cette dernière utilise rarement ces facilités de crédit à d'autres fins.

La société a octroyé à des tiers des lettres de crédit de soutien irrévocables émises par des établissements financiers hautement cotés afin d'indemniser ces tiers dans le cas où la société n'honorerait pas ses obligations contractuelles. Au 28 avril 2012, le montant maximal du passif éventuel aux termes de ces garanties était de 5 009 000 $ (5 060 000 $ au 30 avril 2011 et 5 083 000 $ au 28 janvier 2012). Ces lettres arrivent à échéance à diverses dates au cours de l'exercice 2013. La société n'a inscrit aucun passif à l'égard de ces garanties, car elle ne prévoit pas faire de paiement pour ces éléments.

La société est auto-assurée sur une base limitée relativement à certains risques portant sur les biens et elle souscrit de l'assurance de risques successifs auprès de sociétés d'assurances qui sont stables financièrement. La société maintient des programmes exhaustifs de sécurité interne et de prévention des pertes afin d'atténuer l'incidence financière des vols.

La société a continué à rembourser sa dette à long terme relativement à l'emprunt hypothécaire contracté sur le centre de distribution, versant à cet égard 359 000 $ pour le premier trimestre de l'exercice 2013. La société a versé des dividendes s'élevant à 0,20 $ l'action, pour un total de 13 117 000 $ au cours du premier trimestre de l'exercice 2013, comparativement à un dividende de 0,20 $ par action, pour un total de 13 288 000 $ pour le trimestre correspondant de l'exercice 2012.

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2013, la société a investi 20 245 000 $ dans de nouveaux magasins et des magasins rénovés, et pour améliorer les systèmes de technologie de l'information. À l'heure actuelle, la société effectue une importante mise à niveau de ses systèmes de marchandisage et d'approvisionnement, lesquels sont essentiels à la stratégie de croissance de la société. Par ailleurs, les initiatives technologiques ainsi que les améliorations des systèmes de gestion des entrepôts contribueront aux changements et à la croissance dans tous les secteurs de la société, grâce à une meilleure intégration, tout en permettant à la société de réduire dans leur ensemble le coût de l'entretien et des mises à niveau des systèmes. Le projet, dont la mise en œuvre s'échelonnera progressivement jusqu'à son achèvement pendant l'exercice 2014, devrait coûter environ 23 000 000 $. La société s'attend à investir près de 60 000 000 $ au titre des dépenses d'investissement pour l'exercice qui sera clos le 2 février 2013. Ces dépenses, en plus du versement de dividendes en trésorerie, des remboursements liés aux facilités de crédit bancaire, aux obligations à l'égard de la dette à long terme et des rachats d'actions de catégorie A sans droit de vote, dans le cadre d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités approuvée en novembre 2011, devraient être financées à l'aide des ressources financières existantes de la société et des fonds provenant de ses activités.

ENGAGEMENTS FINANCIERS

Les engagements financiers de la société qui ne s'inscrivent pas dans le cours normal des activités de la société sont sensiblement les mêmes que ceux décrits dans les états financiers annuels audités de la société pour l'exercice clos le 28 janvier 2012.

RENSEIGNEMENTS SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION

En date du 29 mai 2012, 13 440 000 actions ordinaires et 52 145 506 actions de catégorie A sans droit de vote de la société étaient émises et en circulation. Chaque action ordinaire donne à son porteur une voix aux assemblées des actionnaires de la société. Le nombre des options sur actions en cours de la société s'établissait à 1 820 000 et leur prix d'exercice moyen était de 14,98 $. Chaque option sur actions donne à son porteur le droit d'acheter une action de catégorie A sans droit de vote de la société à un prix d'exercice établi en fonction du cours des actions à la date à laquelle l'option a été attribuée.

La société n'a racheté aucune action aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités approuvée en novembre 2011. Pour obtenir de plus amples renseignements sur cette offre publique, le lecteur est prié de se reporter aux états financiers annuels audités de la société pour l'exercice clos le 28 janvier 2012.

ARRANGEMENTS HORS BILAN

Instruments financiers dérivés

Dans le cours normal de ses activités, la société doit prendre des engagements longtemps d'avance pour l'approvisionnement d'une part importante de ses achats de marchandises, dans certains cas jusqu'à huit mois d'avance. La majeure partie de ces achats doit être réglée en dollars américains. La société envisage diverses stratégies pour gérer le coût de ses engagements à long terme en dollars américains, notamment des achats au prix au comptant et des contrats d'option sur devises assortis d'échéances d'au plus six mois. La société a conclu auprès de sa banque des transactions aux termes desquelles elle a fait l'acquisition d'options d'achat et a vendu des options de vente, en dollars américains ($ US). Ces contrats d'options viendront à échéance au cours des trois prochains mois. Les options d'achat acquises et les options de vente vendues échéant à la même date ont le même prix d'exercice.

Les contrats d'options sur devises en cours pour chaque période indiquée se détaillent comme suit :

	28 avril 2012			
	Montant notionnel en $ US	Actif dérivé	Passif dérivé	Montant net
Options de vente vendues	18 000 000 $	74 000 $	– $	74 000 $
Options d'achat acquises	(42 000 000)	–	(914 000)	(914 000)
	(24 000 000) $	**74 000 $**	**(914 000) $**	**(840 000) $**

	28 janvier 2012			
	Montant notionnel en $ US	Actif dérivé	Passif dérivé	Montant net
Options de vente vendues	44 000 000 $	751 000 $	– $	751 000 $
Options d'achat acquises	(100 000 000)	–	(1 505 000)	(1 505 000)
	(56 000 000) $	**751 000 $**	**(1 505 000) $**	**(754 000) $**

Au 30 avril 2011, aucun contrat d'option sur devises n'était en cours.

Un contrat d'option sur devises constitue une option ou une obligation d'acheter une devise auprès d'une contrepartie à une date établie et selon un montant prédéterminé. Les risques de crédit existent dans l'éventualité où une contrepartie manquerait à ses engagements. La société réduit ce risque en ne faisant affaire qu'avec des contreparties hautement cotées, habituellement des banques à charte canadiennes. La société n'a pas recours à des instruments financiers dérivés à des fins de spéculation.

La perte nette de la société pour le trimestre clos le 28 avril 2012 comprend des pertes de change nettes de 1 061 000 $ (5 134 000 $ au 30 avril 2011).

TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

La société n'a constaté aucune modification importante des transactions entre parties liées par rapport à celles présentées dans les états financiers annuels audités de la société pour l'exercice clos le 28 janvier 2012.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Les principaux instruments financiers de la société se composent de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que de titres négociables. La société a recours à ses liquidités pour financer la construction et les rénovations continues de magasins de même que ses besoins en fonds de roulement. Les instruments financiers qui sont exposés à des concentrations de risque de crédit consistent essentiellement en des éléments de trésorerie et des équivalents de trésorerie. La société réduit son exposition aux risques de crédit en investissant ses liquidités disponibles dans des billets de dépôt au porteur auprès de banques et dans des dépôts à terme auprès de grandes institutions financières canadiennes. La société surveille de près le risque auquel l'exposent ses placements de liquidités à court terme. Les titres négociables consistent surtout en des actions privilégiées de sociétés ouvertes canadiennes. Le portefeuille de placements de la société est exposé à la volatilité des marchés boursiers. La société jouit d'un haut niveau de liquidité en raison de sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie et investit, sur une base à court terme, dans des dépôts à terme auprès de grandes institutions financières canadiennes et dans du papier commercial assorti d'une cote d'au moins R1.

Comme la volatilité du dollar canadien se répercute sur le bénéfice et même si la société envisage diverses stratégies pour gérer le coût de ses obligations continues libellées en dollars américains, dont des achats au prix au comptant et des contrats d'option sur devises, cette volatilité peut l'exposer à des risques.

ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Actifs d'impôt sur le résultat différé

La direction est tenue de réaliser des évaluations subjectives afin d'établir la valeur des actifs d'impôt sur le résultat différé qui seront constatés. Les actifs d'impôt sur le résultat différé sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que la société disposera de bénéfices imposables futurs adéquats auxquels ces éléments pourront être imputés.

Régimes de retraite

La société offre un régime de retraite contributif à prestations définies et parraine aussi un régime complémentaire de retraite pour cadres dirigeants (« RCRCD »). Le coût de ces régimes est établi périodiquement par des actuaires indépendants. La charge de retraite est prise en compte dans les résultats opérationnels. Les hypothèses utilisées dans le calcul du coût de retraite, montant net, et des obligations au titre des prestations projetées comprennent le taux d'actualisation, le taux d'augmentation des salaires et le taux de rendement prévu à long terme des actifs des régimes. Selon la dernière évaluation actuarielle en date du 31 décembre 2010, le régime de retraite à prestations définies, bien qu'entièrement capitalisé sur une base de continuité d'exploitation, présentait une insuffisance en matière de solvabilité. La société a versé les cotisations requises au 28 avril 2012. Le RCRCD est un régime de retraite sans capitalisation.

Retours sur ventes

La société prévoit que la marchandise déjà vendue puisse être retournée par les clients. À cette fin, la société a posé certaines hypothèses en se fondant sur la quantité de marchandises retournées dans le passé.

Rémunération fondée sur des actions

La société comptabilise la rémunération et les autres paiements fondés sur des actions à l'aide de la méthode fondée sur la juste valeur. Les options sur actions attribuées sont passées en charges sur la période d'acquisition en fonction de leur juste valeur estimée à la date d'attribution, valeur qui est déterminée à l'aide du modèle d'établissement du prix des options de Black-Scholes. Pour calculer le coût de rémunération lié aux attributions d'options sur actions effectuées selon la méthode fondée sur la juste valeur, diverses hypothèses sont utilisées pour établir la durée attendue des options, le taux d'intérêt sans risque, la volatilité attendue du cours des actions et le taux moyen de rendement des actions. Le recours à d'autres estimations pourrait faire en sorte que la charge de rémunération fondée sur des actions soit différente de celle que la société a constatée.

Cartes-cadeaux, points et primes de fidélisation

Les cartes-cadeaux vendues sont inscrites à titre de produit différé et les produits sont constatés lorsque ces dernières sont utilisées. La société produit une estimation à l'égard des cartes-cadeaux pour lesquelles elle a des raisons de croire qu'elles ne seront pas utilisées en se fondant sur les modalités des cartes-cadeaux et les tendances d'encaissement passées. Les points et les primes de fidélisation accordés dans le cadre des programmes de fidélisation de la clientèle sont comptabilisés en tant que composante distincte des produits et sont différés à la date de la vente initiale. Les produits sont comptabilisés une fois que les points et les primes de fidélisation sont utilisés et que la société a rempli son obligation. Le montant des produits différés est évalué en fonction de la juste valeur des points et des primes de fidélisation accordés et tient compte du pourcentage d'utilisation estimé.

Valeur des stocks

La société a recours à la méthode de l'inventaire au prix de détail pour déterminer le prix coûtant des marchandises. Les stocks de marchandises sont évalués au prix coûtant ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux. Les stocks excédentaires ou à rotation lente sont recensés et une dépréciation est constituée à partir des meilleures estimations de la direction. De plus, une provision est également comptabilisée pour la freinte des stocks, selon les taux historiques de la société. Étant donné que les stocks et le coût des biens vendus constituent des éléments importants des états financiers, toute variation des hypothèses et des estimations pourrait avoir une incidence significative sur la situation financière et les résultats opérationnels de la société.

Perte de valeur sur des actifs

La société doit évaluer la possibilité que les valeurs comptables des immobilisations corporelles et incorporelles puissent ne pas être recouvrables. La direction est tenue de poser des jugements importants à l'égard des flux de trésorerie futurs, de manière à déterminer le montant de la perte de valeur sur des actifs qui devrait être comptabilisée.

Goodwill

Le goodwill est évalué à la date d'acquisition par rapport à la juste valeur de la contrepartie transférée, déduction faite de l'actif net identifiable de la société ou des activités acquises. Le goodwill n'est pas amorti et est présenté au coût diminué du cumul des pertes de valeur.

Juste valeur des instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont inscrits au bilan à la juste valeur estimée à l'aide de techniques d'évaluation.

NOUVELLES NORMES ET INTERPRÉTATIONS N'AYANT PAS ENCORE ÉTÉ ADOPTÉES

Un certain nombre de nouvelles normes, et de normes et interprétations modifiées ne s'appliquent pas encore pour le trimestre clos le 28 avril 2012, et n'ont pas été appliquées aux fins de l'établissement des présents états financiers intermédiaires résumés. Les nouvelles normes et les normes et interprétations modifiées suivantes font actuellement l'objet d'un examen :

IFRS 7, Instruments financiers : Informations à fournir – Compensation d'actifs financiers et de passifs financiers

Le 16 décembre 2011, l'IASB a publié des modifications à l'IFRS 7 visant à accroître les obligations d'information pour les opérations nécessitant la compensation d'actifs financiers et de passifs financiers. Les modifications s'appliqueront aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013.

IFRS 9, Instruments financiers

Le 12 novembre 2009, l'IASB a publié une nouvelle norme, l'IFRS 9, *Instruments financiers* (« IFRS 9 »), qui, ultimement, remplacera l'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation* (« IAS 39 »). Le projet de remplacement de l'IAS 39 comporte trois étapes et vise à améliorer et à simplifier la présentation des instruments financiers. La publication de l'IFRS 9 est la première étape du projet et fournit des dispositions quant à la classification et à l'évaluation des actifs financiers et des passifs financiers. Cette étape a été lancée en réponse à la crise qui sévit sur les marchés financiers. Le 16 décembre 2011, l'IASB a différé la date d'entrée en vigueur de la norme, celle-ci s'appliquant maintenant pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2015.

IFRS 13, Évaluation de la juste valeur

Le 12 mai 2011, l'IASB a publié une nouvelle norme, l'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur* (« IFRS 13 »), qui définit la juste valeur, prescrit un cadre unique pour l'évaluation de la juste valeur en vertu des IFRS et précise les informations qui doivent être fournies à l'égard de l'évaluation de la juste valeur. L'IFRS 13 est en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013, et l'adoption anticipée est autorisée.

IAS 1, Présentation des états financiers

Les modifications à l'IAS 1, *Présentation des états financiers*, visent à améliorer la présentation des autres éléments du résultat global dans les états financiers en exigeant principalement que les composantes des autres éléments du résultat global soient présentées distinctement lorsqu'il s'agit d'éléments qui peuvent être reclassés au compte de résultat par rapport aux éléments qui ne le seront jamais. Les modifications s'appliqueront aux exercices ouverts à compter du 1er juillet 2012.

IAS 19, Avantages du personnel

Les modifications à l'IAS 19, *Avantages du personnel*, visent le retrait de la possibilité de différer la constatation des profits et des pertes, l'amélioration des directives à l'égard de l'évaluation des actifs d'un régime et des obligations au titre des prestations définies, la simplification de la présentation des variations des actifs et passifs découlant des régimes à prestations définies et l'introduction de nouvelles informations à fournir à l'égard des régimes à prestations définies. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La société a conçu des contrôles et des procédures de communication de l'information afin de fournir l'assurance raisonnable que les renseignements importants relatifs à la société sont compris dans les documents annuels et trimestriels. En outre, la société a évalué l'efficacité de ses contrôles et procédures de communication de l'information au 28 janvier 2012 et elle a conclu qu'ils étaient efficaces.

La société, sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances, a conçu le contrôle interne à l'égard de l'information financière aux termes du *Règlement 52-109* de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'information financière produite est fiable et que l'établissement des états financiers à des fins externes est conforme aux principes comptables généralement reconnus. La société a évalué l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière au 28 janvier 2012 et elle a conclu qu'il était efficace.

Aucune modification n'a été apportée au contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société au cours du trimestre clos le 28 avril 2012, qui a eu, ou qui pourrait vraisemblablement avoir, une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société.

PERSPECTIVES

Dans son *Rapport sur la politique monétaire* publié en avril 2012, la Banque du Canada a prévu que l'économie connaîtrait une croissance de 2,4 % au cours des années 2012 et 2013. Elle a cependant souligné que, malgré les améliorations récentes en regard des perspectives au Canada et de l'économie mondiale, les risques demeuraient élevés. La direction est d'avis que la société est toujours en mesure d'améliorer sa position sur les marchés, et ce, dans tous les créneaux de marché qu'elle occupe, en proposant une vaste gamme de marchandises de qualité à bon prix. La société n'a pratiquement aucune dette et dispose de réserves de trésorerie qui lui permettent d'agir lorsque des occasions se présentent à tous les égards, notamment en ce qui concerne le marchandisage, l'acquisition ou la construction de magasins, le remplacement ou la mise à niveau de systèmes ou, encore, l'expansion par voie d'acquisitions.

Le bureau de Hong Kong continue d'être bénéfique à la société, comptant plus de 120 membres du personnel à plein temps spécialisés dans la recherche de vêtements à la mode, de haute qualité et à prix abordables pour toutes les bannières.

La direction de la société est d'avis que les consommateurs continueront à percevoir d'un bon œil la marchandise offerte. La société jouit d'un excellent bilan ainsi que de liquidités et d'une capacité d'emprunt de premier ordre. Ses systèmes, notamment pour l'approvisionnement en marchandises, le contrôle des stocks, la planification, la répartition et la distribution, la gestion du centre de distribution, les points de vente, la gestion financière et la technologie de l'information sont entièrement intégrés. La société s'est engagée à continuer d'investir dans la formation de son personnel à tous les niveaux.

Comptes résumés de résultat

(non audité)
(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	Pour les trimestres clos les	
	28 avril 2012	**30 avril 2011**
Ventes	**217 094 $**	219 296 $
Coût des biens vendus (note 6)	**76 778**	74 941
Marge brute	**140 316**	144 355
Frais de vente et de distribution	**129 468**	129 225
Charges administratives	**10 958**	10 112
Résultat des activités opérationnelles	**(110)**	5 018
Produits financiers (note 12)	**1 204**	1 164
Charges financières (note 12)	**1 304**	5 313
(Perte) bénéfice avant impôt sur le résultat	**(210)**	869
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat (note 11)	**(157)**	245
Bénéfice net (perte nette)	**(53) $**	624 $
Bénéfice par action (note 13)		
De base	**0,00 $**	0,01 $
Dilué	**0,00**	0,01

Les notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés non audités font partie intégrante de ces états financiers.

États résumés du résultat global

(non audité)
(en milliers de dollars canadiens)

	Pour les trimestres clos les	
	28 avril 2012	**30 avril 2011**
Bénéfice net (perte nette)	**(53) $**	624 $
Autres éléments du résultat global		
Variation nette de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente (après impôt de 29 $; 60 $ en 2011)	**(197)**	401
Résultat global total	**(250) $**	1 025 $

Les notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés non audités font partie intégrante de ces états financiers.

Bilans résumés

(non audité)
(en milliers de dollars canadiens)

	28 avril 2012	30 avril 2011	28 janvier 2012
ACTIFS			
ACTIFS COURANTS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	**138 187 $**	176 871 $	196 835 $
Titres négociables	**71 321**	70 979	71 442
Clients et autres débiteurs	**3 783**	4 214	3 033
Actif financier dérivé (note 5)	**74**	–	751
Impôts sur le résultat recouvrables	**15 507**	10 846	4 735
Stocks	**102 625**	99 066	78 285
Charges payées d'avance	**12 330**	12 715	11 902
Total des actifs courants	**343 827**	374 691	366 983
ACTIFS NON COURANTS			
Immobilisations corporelles	**191 577**	189 487	184 221
Immobilisations incorporelles	**17 329**	14 012	17 057
Goodwill	**42 426**	42 426	42 426
Impôts sur le résultat différés	**23 198**	19 438	23 174
Total des actifs non courants	**274 530**	265 363	266 878
Total des actifs	**618 357 $**	640 054 $	633 861 $
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES			
PASSIFS COURANTS			
Fournisseurs et autres créditeurs (note 7)	**71 616 $**	67 940 $	63 875 $
Passif financier dérivé (note 5)	**914**	–	1 505
Produits différés (note 8)	**13 557**	13 870	22 278
Partie courante de la dette à long terme	**1 497**	1 406	1 474
Total des passifs courants	**87 584**	83 216	89 132
PASSIFS NON COURANTS			
Autres créditeurs (note 7)	**11 095**	10 393	11 110
Produits différés (note 8)	**–**	2 395	–
Crédits différés au titre des contrats de location	**16 768**	18 112	17 317
Dette à long terme	**8 191**	9 688	8 573
Passif au titre des retraites	**15 044**	13 876	14 877
Total des passifs non courants	**51 098**	54 464	51 877
CAPITAUX PROPRES			
Capital social (note 9)	**39 890**	31 426	39 890
Surplus d'apport	**5 348**	6 291	5 158
Résultats non distribués	**425 897**	456 113	439 067
Cumul des autres éléments du résultat global (note 9)	**8 540**	8 544	8 737
Total des capitaux propres	**479 675**	502 374	492 852
Total des passifs et des capitaux propres	**618 357 $**	640 054 $	633 861 $

Les notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés non audités font partie intégrante de ces états financiers.

États résumés des variations des capitaux propres

(non audité)
(en milliers de dollars canadiens)

	Note	Capital social	Surplus d'apport	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global	Total des capitaux propres
Solde au 29 janvier 2012		**39 890 $**	**5 158 $**	**439 067 $**	**8 737 $**	**492 852 $**
Charge de rémunération fondée sur des actions	10	**–**	**190**	**–**	**–**	**190**
Perte nette		**–**	**–**	**(53)**	**–**	**(53)**
Dividendes	9	**–**	**–**	**(13 117)**	**–**	**(13 117)**
Variation nette de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente (après impôt de 29 $)	12	**–**	**–**	**–**	**(197)**	**(197)**
Solde au 28 avril 2012		**39 890 $**	**5 348 $**	**425 897 $**	**8 540 $**	**479 675 $**
Solde au 30 janvier 2011		29 614 $	6 266 $	468 777 $	8 143 $	512 800 $
Contrepartie en trésorerie à l'exercice d'options sur actions	9	1 443	–	–	–	1 443
Valeur attribuée créditée au capital social par suite de l'exercice des options sur actions	9	369	(369)	–	–	–
Charge de rémunération fondée sur des actions	10	–	394	–	–	394
Bénéfice net		–	–	624	–	624
Dividendes	9	–	–	(13 288)	–	(13 288)
Variation nette de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente (après impôt de 60 $)	12	–	–	–	401	401
Solde au 30 avril 2011		31 426 $	6 291 $	456 113 $	8 544 $	502 374 $

Les notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés non audités font partie intégrante de ces états financiers.

Tableaux résumés des flux de trésorerie

(non audité)
(en milliers de dollars canadiens)

	Pour les trimestres clos les	
	28 avril 2012	**30 avril 2011**
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES		
Bénéfice net (perte nette)	**(53) $**	624 $
Ajustements pour tenir compte de ce qui suit :		
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	**13 797**	14 485
Charge de rémunération fondée sur des actions	**190**	394
Amortissement des crédits différés au titre des contrats de location	**(1 194)**	(1 214)
Crédits différés au titre des contrats de location	**645**	315
Cotisations à un régime de retraite	**(163)**	(129)
Charge de retraite	**330**	379
Variation nette de la juste valeur des dérivés	**86**	–
Perte de change	**623**	2 931
Produits d'intérêts et de dividendes, montant net	**(1 047)**	(985)
Intérêts payés	**(157)**	(179)
Intérêts reçus	**368**	322
Dividendes reçus	**868**	862
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	**(157)**	245
	14 136	18 050
Variations dans ce qui suit :		
Clients et autres débiteurs	**(782)**	(1 368)
Stocks	**(24 340)**	(25 865)
Charges payées d'avance	**(428)**	(224)
Fournisseurs et autres créditeurs	**6 546**	6 143
Produits différés	**(8 721)**	(5 953)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	**(13 589)**	(9 217)
Impôts sur le résultat payés	**(10 610)**	(15 566)
Sorties de trésorerie nettes liées aux activités opérationnelles	**(24 199)**	(24 783)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Achats de titres négociables	**(105)**	(105)
Entrées d'immobilisations corporelles et incorporelles	**(20 245)**	(13 162)
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement	**(20 350)**	(13 267)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Dividendes payés	**(13 117)**	(13 288)
Remboursements sur la dette à long terme	**(359)**	(337)
Produit de l'exercice d'options sur actions	**–**	1 443
Sorties de trésorerie liées aux activités de financement	**(13 476)**	(12 182)
PERTE DE CHANGE SUR LA TRÉSORERIE DÉTENUE EN DEVISE ÉTRANGÈRE	**(623)**	(2 931)
DIMINUTION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	**(58 648)**	(53 163)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À L'OUVERTURE DU TRIMESTRE	**196 835**	230 034
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DU TRIMESTRE	**138 187 $**	176 871 $

Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie (note 14)

Les notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés non audités font partie intégrante de ces états financiers.

Notes

afférentes aux états financiers intermédiaires résumés

(non audité)

1. ENTITÉ PRÉSENTANT L'INFORMATION FINANCIÈRE

Reitmans (Canada) Limitée (la « société ») est une société domiciliée au Canada et elle a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. L'adresse enregistrée de la société est le 3300, Highway #7 West, suite 702, Vaughan (Ontario) L4K 4M3. La principale activité de la société est la vente au détail de vêtements pour dames.

2. RÈGLES DE PRÉSENTATION

a) Déclaration de conformité

Les présents états financiers intermédiaires résumés ont été dressés selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), conformément aux méthodes comptables suivies par la société lors de l'établissement de ses derniers états financiers annuels audités. Les présents états financiers intermédiaires résumés ont été préparés selon les IFRS, conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*. Certaines données, notamment les notes afférentes, qui sont habituellement présentées dans les états financiers annuels audités dressés conformément aux IFRS, ont été omises ou résumées. Par conséquent, les présents états financiers intermédiaires résumés ne présentent pas toute l'information devant figurer dans les états financiers annuels complets et, à cet effet, ils doivent être lus à la lumière des états financiers annuels audités pour l'exercice clos le 28 janvier 2012, et des notes y afférentes.

La publication des présents états financiers intermédiaires résumés a été approuvée par le conseil d'administration en date du 29 mai 2012.

b) Base d'évaluation

Les états financiers intermédiaires résumés ont été établis au coût historique, sauf pour ce qui est des éléments importants suivants :

- actifs financiers disponibles à la vente, évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global;
- passif au titre des retraites comptabilisé comme la valeur actualisée de l'obligation au titre de prestations définies, diminué du total de la juste valeur des actifs du régime et du coût des services passés non comptabilisés;
- instruments financiers dérivés évalués à la juste valeur.

c) Saisonnalité des activités intermédiaires

Le commerce de détail est saisonnier et les résultats opérationnels d'une période intermédiaire donnée ne sont pas nécessairement indicatifs des résultats opérationnels de l'exercice complet ou d'une autre période future.

d) Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Les montants des présents états financiers intermédiaires résumés sont libellés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de la société. Toutes les informations financières présentées en dollars canadiens ont été arrondies au millier de dollars près, à l'exception des montants par action.

e) Estimations, jugement et hypothèses

L'établissement d'états financiers intermédiaires résumés conformément aux IFRS exige que la direction ait recours à son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables ainsi que sur la valeur comptable des actifs et des passifs, sur les informations relatives aux actifs et aux passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que sur la valeur comptable des produits et des charges de la période visée. Ces estimations et hypothèses reposent sur l'expérience historique, d'autres facteurs pertinents et les attentes par rapport à l'avenir et sont passées en revue régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans la période au cours de laquelle les estimations sont revues ainsi que dans les périodes futures touchées par ces révisions. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Dans le cadre de l'établissement des présents états financiers intermédiaires résumés, les jugements significatifs posés par la direction par suite de l'application des méthodes comptables de la société, ainsi que les principales sources d'estimation relative à l'incertitude sont les mêmes que ceux appliqués et décrits dans les états financiers annuels audités de la société pour l'exercice clos le 28 janvier 2012.

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les principales méthodes comptables présentées dans les états financiers annuels audités de la société pour l'exercice clos le 28 janvier 2012 ont été appliquées uniformément lors de l'établissement des présents états financiers intermédiaires résumés non audités.

a) Nouvelles normes et interprétations n'ayant pas encore été adoptées

Un certain nombre de nouvelles normes, et de normes et interprétations modifiées ne s'appliquent pas encore au trimestre clos le 28 avril 2012, et n'ont pas été appliquées aux fins de l'établissement des présents états financiers intermédiaires résumés. Les nouvelles normes et normes et interprétations modifiées suivantes sont actuellement à l'étude :

IFRS 7, Instruments financiers : Informations à fournir – Compensation d'actifs financiers et de passifs financiers

Le 16 décembre 2011, l'IASB a publié des modifications à l'IFRS 7 visant à accroître les obligations d'information pour les opérations nécessitant la compensation d'actifs financiers et de passifs financiers. Les modifications s'appliqueront aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013.

IFRS 9, Instruments financiers

Le 12 novembre 2009, l'IASB a publié une nouvelle norme, l'IFRS 9, *Instruments financiers* (« IFRS 9 »), qui, ultimement, remplacera l'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation* (« IAS 39 »). Le projet de remplacement de l'IAS 39 comporte trois étapes et vise à améliorer et à simplifier la présentation des instruments financiers. La publication de l'IFRS 9 est la première étape du projet et fournit des dispositions quant à la classification et à l'évaluation des actifs financiers et des passifs financiers. Cette étape a été lancée en réponse à la crise qui sévit sur les marchés financiers. Le 16 décembre 2011, l'IASB a différé la date d'entrée en vigueur de la norme, celle-ci s'appliquant maintenant pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2015.

IFRS 13, Évaluation de la juste valeur

Le 12 mai 2011, l'IASB a publié une nouvelle norme, l'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur* (« IFRS 13 »), qui définit la juste valeur, prescrit un cadre unique pour l'évaluation de la juste valeur en vertu des IFRS et précise les informations qui doivent être fournies à l'égard de l'évaluation de la juste valeur. L'IFRS 13 est en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013, et l'adoption anticipée est autorisée.

IAS 1, Présentation des états financiers

Les modifications à l'IAS 1, *Présentation des états financiers*, visent à améliorer la présentation des autres éléments du résultat global dans les états financiers en exigeant principalement que les composantes des autres éléments du résultat global soient présentées distinctement lorsqu'il s'agit d'éléments qui pourront être reclassés au compte de résultat par rapport aux éléments qui ne le seront jamais. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1er juillet 2012.

IAS 19, Avantages du personnel

Les modifications à l'IAS 19, *Avantages du personnel*, visent le retrait de la possibilité de différer la constatation des profits et des pertes, l'amélioration des directives à l'égard de l'évaluation des actifs d'un régime et des obligations au titre des prestations définies, la simplification de la présentation des variations des actifs et passifs découlant des régimes à prestations définies et l'introduction de nouvelles informations à fournir à l'égard des régimes à prestations définies. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013.

L'ampleur de l'incidence de l'adoption des normes et interprétations susmentionnées sur les états financiers intermédiaires résumés de la société n'a pas encore été déterminée.

4. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	28 avril 2012	30 avril 2011	28 janvier 2012
Fonds en caisse et fonds bancaires	**12 267 $**	9 969 $	12 563 $
Dépôts à court terme portant intérêt à 0,9 % (0,5 % au 30 avril 2011; 0,9 % au 28 janvier 2012)	**125 920**	166 902	184 272
	138 187 $	176 871 $	196 835 $

5. INSTRUMENTS FINANCIERS

La société a conclu auprès de sa banque des opérations aux termes desquelles elle a acquis des options d'achat et a vendu des options de vente, toutes en dollars américains ($ US). Ces contrats d'options viendront à échéance au cours des trois prochains mois. Les options d'achat acquises et les options de vente vendues échéant à la même date ont le même prix d'exercice.

Les contrats d'options sur devises en cours pour chaque période indiquée se détaillent comme suit :

	28 avril 2012			
	Montant notionnel en $ US	**Actif dérivé**	**Passif dérivé**	**Montant net**
Options de vente vendues	18 000 $	74 $	– $	74 $
Options d'achat acquises	(42 000)	–	(914)	(914)
	(24 000) $	**74 $**	**(914) $**	**(840) $**

	28 janvier 2012			
	Montant notionnel en $ US	**Actif dérivé**	**Passif dérivé**	**Montant net**
Options de vente vendues	44 000 $	751 $	– $	751 $
Options d'achat acquises	(100 000)	–	(1 505)	(1 505)
	(56 000) $	**751 $**	**(1 505) $**	**(754) $**

Au 30 avril 2011, aucun contrat d'option sur devises n'était en cours.

6. STOCKS

Au cours du trimestre clos le 28 avril 2012, les stocks comptabilisés à titre de coût des biens vendus se sont élevés à 75 025 $ (73 092 $ au 30 avril 2011). Par ailleurs, une tranche de 1 753 $ (1 849 $ au 30 avril 2011) au titre de la dépréciation des stocks a été comptabilisée dans le coût des biens vendus du fait que la valeur nette de réalisation était inférieure au coût, et aucune dépréciation des stocks constatée au cours des périodes précédentes n'a fait l'objet d'une reprise.

7. FOURNISSEURS ET AUTRES CRÉDITEURS

	28 avril 2012	**30 avril 2011**	**28 janvier 2012**
Dettes fournisseurs	**36 460 $**	23 760 $	26 155 $
Créditeurs non commerciaux à payer à des parties liées	**44**	56	56
Autres créditeurs non commerciaux	**9 202**	11 550	10 553
Créditeurs au titre des avantages du personnel	**21 389**	28 000	23 053
Créditeurs relatifs aux locaux	**14 235**	13 552	14 398
Provision pour retours sur ventes	**1 381**	1 415	770
	82 711	78 333	74 985
Moins la partie non courante	**11 095**	10 393	11 110
	71 616 $	67 940 $	63 875 $

La partie non courante des fournisseurs et autres créditeurs, laquelle est incluse dans les créditeurs relatifs aux locaux, correspond à la tranche des loyers différés qui sera amortie au-delà des douze prochains mois.

8. PRODUITS DIFFÉRÉS

Les produits différés se composent de ce qui suit :

	28 avril 2012	30 avril 2011	28 janvier 2012
Points et primes de fidélisation accordés aux termes des programmes de fidélisation	**6 901 $**	9 268 $	10 979 $
Cartes-cadeaux non utilisées	**6 656**	6 997	11 299
	13 557	16 265	22 278
Moins les montants dont l'échange est attendu au cours des 12 prochains mois	**13 557**	13 870	22 278
Produits différés non courants	**– $**	2 395 $	– $

9. CAPITAL SOCIAL ET AUTRES COMPOSANTES DES CAPITAUX PROPRES

Les variations du capital social pour chacune des périodes présentées ci-dessous se détaillent comme suit :

	Pour les trimestres clos les			
	28 avril 2012		30 avril 2011	
	Nombre d'actions (en milliers)	Valeur comptable	Nombre d'actions (en milliers)	Valeur comptable
Actions ordinaires				
Solde à l'ouverture et à la clôture du trimestre	**13 440**	**482 $**	13 440	482 $
Actions de catégorie A sans droit de vote				
Solde à l'ouverture du trimestre	**52 146**	**39 408**	52 869	29 132
Actions émises à l'exercice d'options sur actions	**–**	**–**	118	1 812
Solde à la clôture du trimestre	**52 146**	**39 408**	52 987	30 944
Total du capital social	**65 586**	**39 890 $**	66 427	31 426 $

Capital social autorisé

La société a autorisé aux fins d'émission un nombre illimité d'actions ordinaires et d'actions de catégorie A sans droit de vote. Ni les actions ordinaires ni les actions de catégorie A sans droit de vote n'ont de valeur nominale. Toutes les actions émises sont entièrement libérées.

Les actions ordinaires et les actions de catégorie A sans droit de vote de la société ont égalité de rang en ce qui concerne le droit qu'elles confèrent de recevoir des dividendes ou de participer à la distribution d'actifs de la société. Toutefois, dans le cas d'un dividende en actions, les porteurs d'actions de catégorie A sans droit de vote auront le droit de recevoir des actions de catégorie A sans droit de vote et les porteurs d'actions ordinaires auront le droit de recevoir des actions ordinaires.

Émission d'actions de catégorie A sans droit de vote

Au cours du trimestre clos le 28 avril 2012, aucune action de catégorie A sans droit de vote n'a été émise à la suite de l'exercice d'options acquises dans le cadre du programme d'options sur actions de la société (118 000 au 30 avril 2011). Au 30 avril 2011, les montants crédités au capital social à l'exercice d'options sur actions comprennent une contrepartie en trésorerie de 1 443 $ ainsi qu'une valeur attribuée de 369 $ du surplus d'apport.

Achat d'actions aux fins d'annulation

En novembre 2011, la société a reçu l'approbation de la Bourse de Toronto lui permettant d'effectuer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Aux termes de cette offre, la société peut racheter jusqu'à 2 580 000 de ses actions de catégorie A sans droit de vote, ce qui représente 5 % des actions de catégorie A sans droit de vote émises et en circulation au 14 novembre 2011. L'offre a débuté le 28 novembre 2011 et peut se poursuivre jusqu'au 27 novembre 2012. Aucune action de catégorie A n'a été achetée au cours du trimestre clos le 28 avril 2012.

Cumul des autres éléments du résultat global
Le cumul des autres éléments du résultat global se détaille comme suit :

	28 avril 2012	30 avril 2011	28 janvier 2012
Variation nette de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente, après impôt	**8 540 $**	8 544 $	8 737 $

Dividendes
La société a déclaré et payé les dividendes suivants :

	Pour les trimestres clos les	
	28 avril 2012	30 avril 2011
Actions ordinaires et actions de catégorie A sans droit de vote	**13 117 $**	13 288 $

10. PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

a) Description des accords de paiement fondé sur des actions
La société dispose d'un plan d'options sur actions qui lui permet, de temps à autre, d'émettre l'équivalent d'au plus 10 % de ses actions de catégorie A sans droit de vote en circulation, par suite de l'exercice d'options attribuées aux termes du plan, à ses principaux dirigeants et à son personnel. L'attribution des options et le délai d'acquisition des droits liés à ces options, qui est habituellement d'au plus 5 ans, sont à la discrétion du conseil d'administration, la durée maximale des options étant de 10 ans. Le prix d'exercice à payer pour chaque action de catégorie A sans droit de vote visée par une option sur actions est déterminé par le conseil d'administration à la date d'attribution, mais ce prix ne peut être inférieur au cours de clôture de l'action de la société le jour de bourse précédant immédiatement la date de prise d'effet de l'attribution.

b) Informations sur le plan d'options sur actions réglées en capitaux propres
La variation des options sur actions en circulation se présente comme suit :

	Pour les trimestres clos les			
	28 avril 2012		30 avril 2011	
	Options (en milliers)	Prix d'exercice moyen pondéré	Options (en milliers)	Prix d'exercice moyen pondéré
En circulation à l'ouverture du trimestre	**1 945**	**15,07 $**	3 095	14,58 $
Exercice	**–**	**–**	(118)	12,23
Renonciation	**(75)**	**14,50**	(110)	14,93
Expiration	**(50)**	**19,23**	–	–
En circulation à la clôture du trimestre	**1 820**	**14,98 $**	2 867	14,67 $
Options exerçables à la clôture du trimestre	**188**	**18,70 $**	826	14,00 $

Le prix moyen pondéré de l'action à la date d'exercice relativement aux options sur actions exercées au cours du trimestre clos le 30 avril 2011 s'établissait à 17,67 $.

c) Charges au titre des avantages du personnel
Pour le trimestre clos le 28 avril 2012, la société a comptabilisé des coûts de rémunération de 190 $ relativement aux droits à paiements fondés sur des actions (394 $ pour le trimestre clos le 30 avril 2011) ainsi qu'un crédit au surplus d'apport correspondant.

11. IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

Charge d'impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat de la société se compose des éléments suivants :

	28 avril 2012	30 avril 2011
Recouvrement d'impôt sur le résultat du trimestre considéré	**(60) $**	(1 078) $
Ajustement au titre de l'impôt des exercices antérieurs	**(102)**	(201)
Recouvrement d'impôt sur le résultat courant	**(162)**	(1 279)
Charge d'impôt différée	**5**	1 524
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	**(157) $**	245 $
Taux d'impôt sur le résultat effectif	**74,76 %**	28,19 %

12. PRODUITS FINANCIERS ET CHARGES FINANCIÈRES

Comptabilisés dans le bénéfice net

	Pour les trimestres clos les	
	28 avril 2012	30 avril 2011
Produits de dividendes liés aux actifs financiers disponibles à la vente	**874 $**	880 $
Produits d'intérêts liés aux prêts et créances	**330**	284
Produits financiers	**1 204**	1 164
Charges d'intérêts – emprunt hypothécaire	**157**	179
Variation nette de la juste valeur des dérivés	**86**	–
Perte de change	**1 061**	5 134
Charges financières	**1 304**	5 313
Charges financières nettes comptabilisées dans le bénéfice net	**(100) $**	(4 149) $

Comptabilisés dans les autres éléments du résultat global

	Pour les trimestres clos les	
	28 avril 2012	30 avril 2011
Variation nette de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente survenue au cours du trimestre (après impôt de 29 $; 60 $ pour le trimestre clos le 30 avril 2011)	**(197) $**	401 $
(Charges financières) produits financiers comptabilisé(e)s dans les autres éléments du résultat global, après impôt	**(197) $**	401 $

13. BÉNÉFICE PAR ACTION

Le calcul du bénéfice de base par action et du bénéfice dilué par action est fondé sur une perte nette de 53 $ pour le trimestre clos le 28 avril 2012 (bénéfice net de 624 $ pour le trimestre clos le 30 avril 2011).

Le nombre d'actions (en milliers) utilisé dans le calcul du bénéfice par action se présente comme suit :

	Pour les trimestres clos les	
	28 avril 2012	**30 avril 2011**
Nombre moyen pondéré d'actions utilisé pour calculer le bénéfice de base par action	**65 586**	66 349
Effet dilutif des options sur actions en circulation	**–**	353
Nombre moyen pondéré d'actions utilisé pour calculer le bénéfice dilué par action	**65 586**	66 702

Au 28 avril 2012, un total de 1 820 000 options sur actions étaient exclues du calcul du bénéfice dilué par action (388 000 au 30 avril 2011), celles-ci étant réputées avoir un effet antidilutif, du fait que les prix d'exercice étaient supérieurs au cours moyen des actions durant le trimestre.

La valeur de marché moyenne des actions de la société aux fins du calcul de l'effet dilutif des options sur actions est fondée sur les cours du marché pour la période au cours de laquelle les options étaient en circulation.

14. INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

	28 avril 2012	**30 avril 2011**	**28 janvier 2012**
Opérations sans effet sur la trésorerie			
Entrées d'immobilisations corporelles et incorporelles incluses dans les fournisseurs et autres créditeurs	**4 208 $**	736 $	3 028 $
Valeur attribuée créditée au capital social par suite de l'exercice d'options sur actions	**–**	369	2 228

15. GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Les politiques de gestion des risques de la société sont établies de manière à permettre l'identification et l'analyse des risques auxquels la société est exposée, la conception de structures appropriées visant à limiter et à contrôler les risques, ainsi que la surveillance des risques et le respect de ces limites. Les politiques et les systèmes de gestion des risques sont régulièrement passés en revue afin que soient prises en compte l'évolution des conditions du marché et les activités de la société. Aucune modification importante des risques de la société n'a été constatée au cours du trimestre clos le 28 avril 2012 par rapport aux risques présentés dans les états financiers annuels audités de la société pour l'exercice clos le 28 janvier 2012.

16. CHIFFRES CORRESPONDANTS

Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation des états financiers de l'exercice à l'étude.

Magasins
à travers le Canada

925

	Reitmans	Smart Set	RW & CO.	Thyme	Penningtons	Addition Elle	
Terre-Neuve	14	3	1	-	4	2	**24**
Île-du-Prince-Édouard	2	3	-	-	1	-	**6**
Nouvelle-Écosse	19	5	1	2	9	2	**38**
Nouveau-Brunswick	16	6	3	1	4	5	**35**
Québec	84	42	15	21	26	29	**217**
Ontario	119	54	25	26	56	39	**319**
Manitoba	13	5	2	2	5	4	**31**
Saskatchewan	12	3	-	2	6	5	**28**
Alberta	43	17	9	11	22	16	**118**
Colombie-Britannique	40	15	10	9	21	12	**107**
Territoires du Nord-Ouest	1	-	-	-	-	-	**1**
Yukon	1	-	-	-	-	-	**1**
Total	**364**	**153**	**66**	**74**	**154**	**114**	**925**

Inspiré par la femme modèle et non la top modèle, Reitmans habille avec style et à prix abordable la femme sous toutes ses formes. Avec ses **364 MAGASINS** et sa superficie moyenne de 4 600 pieds carrés, Reitmans est la plus importante chaîne de commerce au détail de mode féminine au Canada et se démarque par une fidélité de la clientèle solidement établie grâce à un service supérieur, des stratégies marketing novatrices, ainsi que des produits de qualité. Reitmans, conçus pour la vraie vie. Il est aussi possible de se procurer les vêtements Reitmans en ligne, au reitmans.com.

Comptant **153 MAGASINS**, Smart Set est la destination mode de la jeune femme branchée âgée de 25 à 35 ans. D'une superficie moyenne de 3 400 pieds carrés, l'environnement dynamique de Smart Set offre à notre clientèle les produits en vogue dont elle a besoin pour composer la garde-robe qui convient à son style de vie. Smart Set offre une foule de styles à prix accessibles : des essentiels carrière aux accessoires, en passant par les vêtements de sport et les vêtements d'allure urbaine et décontractée.

Fondé en 1999, RW&CO. est une marque "mode de vie" jeune et dynamique. Aujourd'hui, elle continue de grandir avec plus **66 MAGASINS** d'une superficie moyenne de 4 500 pieds carrés et situés stratégiquement dans d'importants centres commerciaux. Conçu pour une clientèle masculine et féminine entre 25 et 35 ans, RW & CO. représente un heureux mélange de style, d'aspiration, de qualité et d'une attention particulière aux détails. Ces éléments en font une marque unique et incomparable au Canada.

Thyme, chef de file canadien de la mode maternité, propose aux femmes enceintes des styles actuels et le service d'un personnel expert et amical. Thyme s'adresse à toutes les femmes enceintes qui désirent conserver un style branché et plein de vie tout au long de leur grossesse. Thyme exploite **74 MAGASINS** d'une superficie moyenne de 2 400 pieds carrés situés dans des centres commerciaux importants et des mégacentres.

D'une superficie moyenne de 6 100 pieds carrés, les magasins Penningtons proposent une sélection de vêtements mode polyvalents et abordables, offerts en tailles 14 à 32, qui regroupe des vêtements de tous les jours, de la lingerie, des tenues de nuit, des vêtements d'extérieur, des robes, des tenues de sport, des maillots de bain, des accessoires, des bas de nylon et plus encore. Dans nos **154 MAGASINS** au Canada, notre personnel amical et compétent aidera nos clientes à choisir des vêtements qui conviennent à leur style et à leur silhouette. Notre but est de rendre leur expérience de magasinage agréable et relaxante. Pour en savoir plus sur nos vêtements tendance ou pour magasiner en ligne, visitez le penningtons.com.

Chez Addition Elle, nous croyons que la taille de vêtement que porte une femme ne devrait jamais l'empêcher de suivre la mode et d'être à l'affût des tendances. Avec ses **114 MAGASINS** partout au Canada, Addition Elle offre une vaste sélection de lingerie, de vêtements élégants pour la femme de carrière, de denim mode, de vêtements tendance MXM, d'accessoires et de vêtements d'extérieur qui allient mode et coupes modernes et flatteuses. D'une superficie d'environ 6 200 pieds carrés chacun, les magasins Addition Elle sont situés dans les mégacentres et centres commerciaux du Canada. Tous les articles Addition Elle sont aussi offerts en ligne au additionelle.com.

Renseignements corporatifs

Reitmans (Canada) Limitée

Bureau de l'administration
250, rue Sauvé Ouest, Montréal, Québec H3L 1Z2
Téléphone : **514-384-1140**
Télécopieur : **514-385-2669**
Courrier électronique : **info@reitmans.com**
Site Web de la société : **reitmans.ca**

Adresse enregistrée
3300 Highway #7 West, Suite 702, Vaughan, Ontario L4K 4M3
Téléphone : **905-761-2830**
Télécopieur : **905-761-8922**

Agent des transferts et agent comptable des registres
Services aux investisseurs Computershare Inc.
Montréal, Toronto, Calgary, Vancouver

Symboles boursiers
LA BOURSE DE TORONTO
Actions ordinaires **RET**
Actions de catégorie A sans droit de vote **RET.A**

An English version of this report may be obtained by writing to the Secretary, Reitmans (Canada) Limited, 250 Sauvé Street West, Montreal, Québec H3L 1Z2

Reitmans

Smart Set

RW & CO.

Thyme

Penningtons

Addition Elle

Design et production :
Communications Marilyn Gelfand inc.